

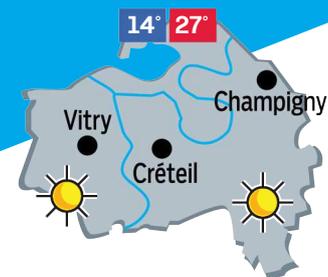
Créteil, le 1<sup>er</sup> juillet. Depuis le début de l'été, des policiers patrouillent à cheval autour du lac. Un dispositif qui pourrait être pérennisé.



VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020

# ÎLE-DE-FRANCE & OISE

L'actualité de vos départements 94



## La brigade équestre en a encore sous les sabots

CRÉTEIL

PAR AGNÈS VIVES ET DENIS COURTINE

**LES CHEVAUX** plaisent toujours autant à Créteil. Du 24 juin au 23 août, une brigade équestre a patrouillé sur l'île de loisirs et ses 62 ha de verdure. Une expérimentation qui semble porter ses fruits, selon la préfecture du Val-de-Marne. « Ce dispositif passe très bien auprès de la population. Les chevaux sont un vecteur de sympathie et ils peuvent rapidement patrouiller dans cet espace difficile à sécuriser », a expliqué lundi le préfet Raymond Le Deun.

**« Ce dispositif passe très bien auprès de la population »**  
RAYMOND LE DEUN,  
PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Le test démarré cet été sur l'île de loisirs s'avère concluant, selon la préfecture du Val-de-Marne. Reste à trouver les moyens pour pérenniser cette solution.

L'été précédent, des barbe-cues sauvages s'étaient multipliés, avec même l'incendie d'une parcelle de 1 ha du côté du parc départemental. Les riverains se plaignent aussi des nombreux rodéos et tapages.

### 63 verbalisations

Les Cristoliens, au premier titre, apprécient l'espace vert aux oiseaux rares et son emblématique lac artificiel. Mais le charme de l'île de loisirs opère bien au-delà. Facile d'accès depuis la capitale, avec la ligne 8 du métro, le site voit débarquer, aux beaux jours, des familles venues de toute l'Île-de-France.

Pour améliorer la sécurité, une voie d'accès a été aménagée par la ville afin de permettre aux forces de l'ordre de la traverser du Sud au Nord.

Sans pour autant suffire à stopper toutes les incivilités.

Mais la police montée apparaît comme une solution. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. « Sur tout le secteur de l'île de loisirs-préfecture, la brigade équestre a procédé à 418 vérifications d'identité, 80 contrôles de véhicules, 118 évictions, 2 interpellations, 63 verbalisations pour des motifs divers et 261 prises de contact (effectifs locaux et partenaires) », a comptabilisé la préfecture de police.

Justement, ce renfort plaît beaucoup aux policiers de Créteil, pour lesquels l'île de loisirs est difficile à surveiller. « C'est très grand, chaque intervention prend du temps, décrit un gardien de la paix. Et la base est toujours ouverte. On peut être appelés n'impor-

te quand. Du coup, si régulièrement la brigade équestre vient rappeler à l'ordre les perturbateurs, cela nous fait gagner un temps précieux. »

Le dimanche, notamment, la police montée a souvent l'occasion de travailler avec ses collègues de la brigade territoriale de contact du commissariat de Créteil.

### La ville de Créteil prête à tout financer

A tel point que le représentant de l'Etat a annoncé vouloir la pérenniser. Pour cela, il va saisir le préfet de région. Seul hic : cela « coûte extrêmement cher », souligne son entourage, sans donner de budget. Raison pour laquelle aucune brigade de ce type ne serait, semble-t-il, à l'œuvre dans le Val-de-Marne.

Les équipages en patrouille à Créteil proviennent des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Ces départements mettent la main à la poche pour financer les hommes mais aussi les animaux, leur hébergement et leur entretien.

Mais la solution pourrait bien venir de la ville de Créteil, qui se réjouit de l'annonce du préfet. Dans un courrier en date du 9 juin, le maire, Laurent Cathala (PS), avait justement réclamé au préfet la mise en place d'une brigade équestre, rappelant que « les expériences menées sur les îles de loisirs d'Etampes et de Draveil (NDLR : en Essonne), ou encore de Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), ont démontré toute leur pertinence pour y maintenir l'ordre et la sécurité,

tout en permettant un mode d'intervention qui combine la dissuasion à la répression ». Et se dit prêt à financer « tout ou partie » du dispositif.

La préfecture pourrait aussi se tourner vers le département. Au cabinet du président Christian Favier (PCF), on se dit « attentif » au projet, « la sécurité étant une des préoccupations des habitants ».